

# Mémoire à l'Attention du Gouvernement.

L'Intercentrale CNTG/USTG élargie à l'ONSLG et l'UDTG et ses affiliés du secteur minier :

- Considérant que le travail décent pour une vie décente est la seule solution durable de lutte contre la pauvreté et constitue un élément fondamental pour garantir la démocratie et la cohésion sociale,
- Considérant qu'en dépit de la flambée du prix des matières premières, la classe ouvrière, force motrice des usines, ne voit pas d'amélioration de ses conditions de vie ;
- Considérant la politique généralisée de bas salaire pratiqué par les sociétés minières depuis leur implantation en Guinée ;
- Considérant que le droit syndical est un droit fondamental de l'homme,
- Considérant la précarité de l'emploi créée et entretenue par la soustraitance à outrance ;
- Considérant que ni l'état propriétaire des ressources, ni les travailleurs producteurs des richesses des sociétés minières ne tirent profit de l'exploitation de nos gisements,
- Considérant la non application de la loi relative au relèvement de l'âge de la retraite dans le secteur minier ;

**Du relèvement de l'âge de la retraite :** L'Inter-Centrale demande au Gouvernement la prise d'un décret consacrant le relèvement de l'âge de retraite dans le secteur privé.

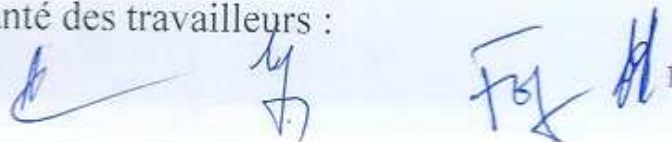
## **De la réduction de la Pression fiscale sur les salaires:**

A cet effet l'Inter-centrale demande la révision de la loi fiscale selon la nouvelle grille ci-après :

De	0	à	300 000 fg	0%
De	300 001	à	500 000 fg	5%
De	500 001	à	1 000 000 fg	10%
De	1 000 001	à	5 000 000 fg	12%
Au-delà			5 000 000 fg	15%

**L'instauration d'un salaire minimum Interprofessionnel Garanti – SMIG en Guinée et d'un salaire minimum Interprofessionnel croissance pour le secteur minier.**

De l'amélioration des conditions de santé des travailleurs :





- La création de deux complexes hospitaliers modernes et performants à Kamsar (Boké) et Koron Siguiri par la mise à contribution de toutes les sociétés minières et industries.

**De la responsabilisation des cadres nationaux :** nous constatons que dans les sociétés minières les cadres guinéens sont sous employés et occupent des postes subalternes. Les Directeurs Guinéens n'ont dans la pratique aucune responsabilité. Il est incompréhensible qu'après des décennies d'activités qu'une entreprise ne puisse faire confiance à un guinéen pour lui confier un poste de Directeur Général. Des Guinéens compétents, il y en a. Si on ne trouve pas la compétence au sein de l'entreprise ou au niveau national, on peut certainement la trouver en dehors du pays dans la diaspora guinéenne.

Dans les conditions prévues par la loi un contrat expatrié ne peut être à durée indéterminée. C'est à l'administration du travail notamment l'A.GULP.E de jouer ce rôle en veillant sur l'application de la loi. Malheureusement nous constatons que les renouvellements des contrats sont monnayés, c'est ce qui compromet dangereusement la guinéisation des postes dans les entreprises.

Egalement nous dénonçons avec énergie le comportement néfaste de certains inspecteurs et contrôleurs de travail dans les relations entre employeurs et employés dans les sociétés minières. Ils passent tout leur temps à ternir l'image de notre administration. C'est pourquoi nous demandons de leur donner une formation et les moyens de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en la matière.

C'est aussi le lieu de dénoncer la déguinéisation des postes à RUSAL et autres sociétés.

Il faut également mentionner le refus de laisser partir à Bruxelles (au siège du bureau des achats) le Directeur de la logistique de CBG malgré la décision de la Direction Générale de la CBG et l'obtention du permis de travail de six (6) mois et ceci à notre avis pour l'empêcher de découvrir les malversations et surfacturations dont est victime la compagnie à ce niveau.

Il faut que nos honorables députés sous votre Direction, votent une loi fixant à dix(10) ans maximum la durée pour toute société qui s'implante en guinée d'avoir un Directeur Général guinéen et que cette loi fasse partie intégrante de toutes les nouvelles conventions et nouveaux accords miniers.





**De la gestion des sociétés minières :** Comment justifier que ALCOA se fasse payer, depuis plus de sept ans, sur le dos de la CBG, annuellement la somme de 6.5 millions de dollars pour sa soi disante assistance de gestion alors qu'il n'a tenu aucun de ses engagements. En plus les coûts de production déclarés par la CBG au titre de l'année 2007 sont de \$18 USD la tonne (chiffre jamais atteint depuis 34 ans de fonctionnement).

Pourquoi alors, la Guinée partenaire majoritaire (49% des actions) ne va pas elle aussi, pour une fois après 34 ans d'existence, garantir aux actionnaires leurs dividendes, assurer la gestion de la CBG même pour trois ans et se faire payer les frais de gestion ?

Pourquoi malgré la flambée des prix des matières premières sur le plan mondial, le prix de la plus riche Bauxite au monde continue à rester toujours à un niveau bas.

En ce qui concerne AREDOR nous demandons au Gouvernement de jouer le rôle d'employeur et de continuer à payer intégralement les salaires dus aux employés en attendant de trouver un repreneur crédible et d'assurer la sécurité des installations.

Pour le cas SEMAFO, nous dénonçons avec vigueur la violation flagrante malgré la lettre de l'Inspecteur Général du Travail des conventions et normes internationales et du code du travail guinéen par la Direction Générale de cette entreprise qui a procédé au licenciement de tous les travailleurs et délégués syndicaux en transformant les contrats à durée indéterminée en contrat à durée déterminée de trois mois avec baisse de salaire.

Exigeons le rétablissement immédiat dans leurs droits du personnel de cette société.

**De la révision des contrats miniers :** Nous soutenons et encourageons la révision des conventions et accords miniers qui est le seul moyen de corriger les insuffisances et permettre enfin au peuple de guinée de jouir pleinement de ses ressources minières et sortir de la pauvreté.

**De la promulgation du nouveau code du travail :** L'Inter-centrale invite le gouvernement à parachever les travaux d'élaboration et de ratification du nouveau code du travail.



**De la protection des délégués syndicaux :** Nous demandons une meilleure protection des délégués syndicaux dans les sociétés minières où ils sont souvent au mépris de la loi, harcelés, sevrés de promotion, et licenciés abusivement.

Nous attendons des solutions à ces différentes préoccupations avant le 30 septembre 2008, conditions indispensables pour le maintien de la paix sociale dans les sociétés.

Conakry le, 3 septembre 2008

POUR L'INTERCENTRALE



CNTG

**Hadja Rabiataou Serah DIALLO**  
Secrétaire Générale

USTG

**Dr Ibrahima FOFANA**  
Secrétaire Général



ONSLG

**Elhadj Yamodou TOURE**  
Secrétaire Général

UDTG

**Elhadj Amadou BARRY**  
Secrétaire Général Adjoint